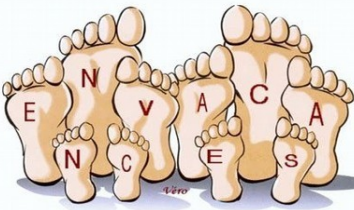


## L'action tous azimuts avant les vacances

Dans cette période estivale qui a commencé, nous pensons à l'aspiration de toutes et tous à profiter du « bien vivre » et à se ressourcer avec les siens. C'est particulièrement précieux dans l'année difficile que nous venons de vivre. Nous souhaitons dès lors à chacun·e de bonnes vacances quand elles viendront mais aussi bon courage quand il s'agira de continuer dans les services à exercer les missions de notre administration.



Au-delà de notre attente de cette « pause » tant attendue par toutes et tous, les équipes de Solidaires Finances Publiques 31 ont choisi de batailler jusqu'au bout.

En effet, dans une période politique et sociale toute particulière (crise de confiance des citoyen·e-s, nouveau gouvernement, nouvelle Assemblée nationale) il nous a paru absolument nécessaire de porter haut et fort les attentes des personnels de la DGFIP pour un changement de cap de notre administration. Nous avons dès lors choisi d'interpeller tous azimuts tant envers notre administration qu'envers les représentant·e-s politiques et élu·e-s locaux.

## La défense individuelle des personnels

Vous le savez il n'y a plus de CAP locales d'affectation. Cependant, nous avons obtenu depuis le début que se tiennent des réunions préparatoires aux mouvements locaux. Ainsi, dans des conditions plus compliquées qu'avant puisque nous n'avons que peu de documents, nous pouvons défendre des situations individuelles et obtenir des résultats pour quelques collègues. Nos équipes ont donc évoqué les cas qui nous étaient confiés lors de ces réunions préparatoires avec l'administration. Profitant de cette défense des dossiers cela fût aussi l'occasion pour nous de relayer les difficultés des services et la situation désastreuse des sous-effectifs qui pèsent tant sur la dégradation de nos conditions de travail mais aussi pour les usagers.

## L'opération Pottok sur tous les fronts

Lors de notre congrès de Biarritz en mai les militantes et militants de Solidaires Finances Publiques d'Occitanie ont porté la nécessité de mettre en œuvre, dès le mois de juin, des actions afin de porter nos légitimes revendications. Cela s'est appelé « opération Pottok ! » en référence à un cheval basque dont la réputation est d'être coriace et déterminé... Un peu nous quoi !!!



## Le 20 juin en direction du DGA et des député·e-s de Haute-Garonne

Le 20 juin plusieurs militant·e-s de Solidaires Finances Publiques 31 ont rejoint les équipes des sections d'Occitanie, et aussi des militant·e-s CGT, à Nîmes pour un comité d'accueil offensif et revendicatif du Directeur Général Adjoint : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/283-pottok-a-nimes-le-20-juin.html#system-message-container>

Nous avons ainsi mis en avant le sujet central des effectifs mais aussi deux dossiers locaux avec la problématique amendes et celle concernant le bloc professionnel.

Ce même 20 juin, nous avons interpellé les nouvelles et nouveaux député·e-s de notre département, le lendemain de leur élection, avec des éléments détaillés de la situation de la DRFiP 31 :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/281-lettre-aux-parlementaires-elu-es.html>

Par cette démarche nous souhaitons inlassablement montrer l'état dégradé de notre administration eu égard aux missions que nous exerçons et qui sont centrales pour l'intérêt général et le pacte républicain, tant pour les usagers particuliers et professionnels que pour les collectivités locales et les territoires. Surtout, ces éléments sont au cœur d'échéances immédiates avec la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement, le débat sur le projet de loi de finances rectificatif et le débat et les arbitrages sur le futur contrat d'objectif et de moyens.

## Le 28 juin nous avons initié une journée, et une nuit, d'actions et d'interpellations qui fut particulièrement soutenue, dense et dynamique.

**Étape n°1 :** Tôt le matin nous étions à Carbonne pour interpellier les cadres réunis en séminaire toute la journée : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/286-tracts-convention-des-cadres-du-31.html>  
Ce fut l'occasion de rencontres et échanges nombreux avec les chefs de services mais aussi la confirmation que les difficultés des services et les moyens humains et de soutien sont ressentis comme insuffisants par toutes et tous. C'est une alerte forte pour notre Direction.

**Étape n°2 :** le midi, nous étions une quarantaine de collègues pour rencontrer plusieurs élu-e-s ou leurs représentant-e-s (parlementaires, élu-e-s locaux) devant la Direction : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/287-pottok-dans-le-31-2eme-etape.html>

Cette initiative aura été l'occasion d'un point exhaustif et détaillé sur la situation de la DRFiP 31 et une sensibilisation pour une interpellation et un soutien dans les débats parlementaires et ceux des collectivités. Nous avons d'ores et déjà convenu d'un nouveau rendez-vous de travail en septembre avec nos interlocuteurs et nous avons proposé d'élargir cette discussion aux autres organisations syndicales de la direction. Par ailleurs, une députée, réélue, nous a adressé un mail rappelant notamment l'engagement des agent-e-s pendant la pandémie.



**Étape n°3 :** les militant-e-s de *Solidaires Finances Publiques 31* ont profité de l'après midi pour distribuer notre tract de compte rendu sur le projet de nouvelle Cité Administrative et son impact catastrophique pour les personnels de la DRFiP 31 :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/291-point-future-cite-administrative-de-toulouse.html>

Au vu de notre analyse, nous avons d'ores et déjà proposé aux autres organisations syndicales une démarche unitaire (pétition et interpellations) sur ce dossier et les futures conditions de vie au travail des agent-e-s.

D'autres militant-e-s adressaient, pendant ce temps-là, une nouvelle lettre aux élu-e-s, en particulier pour dénoncer les nouvelles suppressions de trésoreries locales dans le cadre du NRP 2023 :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/292-nouvelle-lettre-aux-elu-es-nrp-2023.html>

**Étape n°4 :** nous avons été reçus de 17h45 à 20h30 en audience par le Directeur Régional et le staff de Direction : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/288-operation-pottok-31-du-28-juin-3eme-etape.html>

Nous rendons compte plus loin dans ce tract des divers sujets évoqués pour relayer tant nos interpellations nationales que les dossiers locaux des services.

**Étape n°5 :** nous avons choisi une action symbolique pour mettre en avant nos exigences avec l'occupation de nuit de la Direction ou nous avons dormi (un peu !) :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/289-operation-pottok-du-31-4eme-etape.html>

L'ensemble de nos actions de la journée a été relayé au Directeur Général qui a été destinataire de toutes nos interpellations et informé de notre journée et nuit d'action. De même la presse locale a relayé nos revendications :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/290-retour-presse-pottok-du-28-juin.html>

Les équipes de *Solidaires Finances Publiques 31* continueront à faire vivre, par des actions classiques tout autant que par des « actions différentes », avec les personnels, la défense inlassable des agent-e-s !

## Compte rendu des sujets évoqués à l'audience avec les Directeurs

Plusieurs documents de ces derniers jours ont été remis pour relais au Directeur Général en complément de notre action du jour. Ensuite, notre délégation s'est lancée dans des échanges denses de trois heures avec la Direction.

**Effectifs.** Nous sommes revenus sur l'enjeu des emplois vacants et l'impératif d'affectation nationale à la hauteur des besoins. Nous sommes également revenus sur la situation particulière de plusieurs services. Le Directeur constate que cette difficulté est lourde et pas satisfaisante et que son seul arbitrage est de répartir les

sous-effectifs entre services. Sur ce point, nous avons souligné le manque de visibilité et de transparence pour les services de Direction. Il nous a également informé de sa décision d'avoir gelé plusieurs postes (SIE Saint-Gaudens, Paierie Régionale...) et envisager quelques modifications d'affectation en septembre/octobre (pour rappel nous aurons alors une visibilité sur les affectations des B et A stagiaires dans le département). S'il est aussi insatisfait que ne se tient-il pas aux côtés des personnels et des syndicats pour défendre sa direction ?

**Situation des contractuels :** Après nos critiques globales sur le recrutement de contractuels en lieu et place de fonctionnaires sous statut, nous avons mis en avant la situation de nos collègues contractuels : paye faible, travail demandé au-delà du recrutement effectué, droits à congé sans RTT et autorisations d'absences. Nous avons pris au mot le Directeur incitant à passer les concours en demandant un véritable accompagnement (aide, conseils... et autorisations d'absences pour préparer et passer les concours). Le Directeur nous a répondu que la demande était légitime et il va l'expertiser.

### **Reconnaissance, plan de qualifications et « notre blé ».**

Les expressions des agent-e-s dans les services, voire dans le DUERP, ont montré les difficultés de pouvoir d'achat mais aussi un ressenti négatif sur le manque de reconnaissance des personnels avec l'absence de plans de qualifications à la hauteur des investissements des personnels. Nous sommes revenus longuement sur cette problématique, à la veille de l'ouverture de négociations indemnitaires à la DGFIP, mais aussi pour que notre hiérarchie bataille enfin pour « gagner » des promotions et recrutements supplémentaires.



« **Remue méninges** ». Le Directeur nous a indiqué avoir voulu « faire light » sans communication provocatrice sur le Contrat d'Objectifs et de Moyens. Il indique avoir demandé aux volontaires et chefs de services d'engager des réflexions sur les aspects métiers et les simplifications attendues. Le compte rendu départemental qui sera envoyé à la DG est en cours de rédaction et sera transmis aux OS et aux agent-e-s. Nous nous sommes félicités d'une volonté de ne pas se lancer dans un « concours Lépine » d'idées pour déstructurer toujours plus le réseau et serons attentifs au document. Par contre, nous avons rappelé que le Contrat d'Objectifs et de Moyens sera bien un document global et cadre sur les missions et évolutions à la DGFIP. Il convient, à tous les niveaux, d'exiger une pause pour un changement de cap à la DGFIP et surtout de réels arbitrages en moyens humains.

**NRP 2023.** Alors que les annonces de suppressions de trésoreries 2023 circulent largement dans le réseau (info aux services, évocation en réunions RH, présentation avec powerpoint aux EDR) aucune information n'a été faite aux OS, contrairement aux promesses faites en CTL. Nous avons dénoncé ce mépris. Le Directeur, suite à notre demande, réunira les OS représentatives le 19 juillet. Un peu tard puisque nous connaissons donc le triste mécano 2023 : suppressions des Trésoreries de Caraman, Cazères, Montrejeau, Salies du Salat et nouveauté, puisque ce site était annoncé comme une création de SGC spécialisé eau et assainissement, Villefranche de Lauragais. Au-delà de nos critiques déjà exprimées sur les suppressions annoncées nous avons dénoncé le scandale de l'annonce pour Villefranche, contraire aux engagements pris, et le désastre pour le territoire du Lauragais. Le Directeur a confirmé les difficultés de relation avec la collectivité sur les travaux nécessaires, mais pour nous cela n'enlève rien à l'absence de recherche d'une solution effective pour ce territoire. Il a également laissé envisager un report de la création de l'antenne « back office » d'Agen pour les SIE, prévu initialement pour 2023, en raison de problèmes de locaux. Cette nouvelle saignée dans la présence du service public, ignorante du résultat des dernières élections qui ont montré que c'était une des attentes des populations, en particulier en milieu rural, fait porter au gouvernement, à la DG et aux directions locales le poids de résultats électoraux qui n'ont de cesse de nous inquiéter.

**Cité administrative.** Nous sommes revenus sur nos critiques déjà exprimées « d'ensardinement » des personnels dans le projet. Nous avons également relayé l'expression critique des acteurs de prévention (ISST, médecin du travail) sur les mêmes thèmes que nous dans ce dossier. Il est nécessaire qu'une pression soit engagée par les personnels, mais aussi par l'administration envers le préfet pour que le projet soit revu de fond en comble.

**Immobilier : Balma..., Carmes.** Le dossier de nouveau site pour Balma devient réellement une « arlésienne » à force d'en entendre parler et de ne voir aucun dossier sortir. Pour les Carmes il est confirmé la volonté de vente et de transfert des services restants (la seule TTA-CAS) d'ici 2/3 ans. Sur ce dossier immobilier nous exigeons transparence et visibilité pour que soient pris en compte les besoins des services et des agent-e-s.



**POLRE.** Dans l'attente de vote au PLF rectificatif, l'annonce faite de suppression de la redevance dès 2022 indique une fin prévisible et rapide pour le service, avec maintien quelque temps d'une activité de contrôle. Si la redevance était effectivement supprimée dès 2022 l'échéance de suppression serait progressive dès 2023.

**TTA et amendes.** Nous sommes revenus une nouvelle fois sur la situation dégradée de la TTA, tant pour les conditions et charges de travail de nos collègues que pour les usagers. Nous avons d'ailleurs abordé ce sujet avec le DGA à Nîmes. De plus le diagnostic départemental d'état des lieux (nouvelles modalités de pilotage de la mission) est en cours de validation et nous sera présenté rapidement.

**PNAA et évolution responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables.** Nous avons interpellé le Directeur suite à une annonce mi-juin du DG de la future suppression du PNAA de Rennes (dont Toulouse est une antenne), avec présentation en septembre des évolutions pour l'apurement administratif et les contrôles des collectivités. Nous avons ainsi écho d'évolutions envisagées : Intelligence Artificielle pour balayer large, puis pôles locaux de contrôle/analyse/qualité comptable avec des A techniciens. Il est impératif que la Direction locale informe ses agents et soit enfin transparente. Nous avons demandé au Directeur de « prendre immédiatement son téléphone » pour contacter la DG puis, qu'il revienne vers les agent-e-s.

**Mécano bloc professionnel et sujet recouvrement PRS.** Nous avons décliné de nouveau notre critique, pour les agent-e-s et les usagers professionnels, du mécano infernal en cours (centre de contact, service back office à distance, recouvrement départementalisé en PRS), bien loin de l'interlocuteur unique tant de fois mis en avant. Ainsi nous avons interpellé le Directeur sur l'éventualité d'un recul sur le dossier centralisation du recouvrement pour les PRS niveau 1 (les gros départements) qui aurait été annoncé aux cadres. Le Directeur nous indique « ne pas être informé ». Nous lui avons répondu que nous souhaitons l'être rapidement mais si cela se confirmait, ce serait bien la démonstration que la politique de la DG, à la simple recherche d'emplois à supprimer idéologiquement, est en échec.

**PCE.** Il sera affecté un IDiV sur Rangeuil pour le 01/09, par contre rien visiblement pour le Mirail contrairement à l'engagement de la Direction. Nous avons de nouveau relayé les difficultés (moyens humains, pilotage, expertise et programmation) des collègues. Mais le DRFiP « arbitre » !!!

**PELP.** Alors que la création de ce service à Colomiers nous semblait une idée opérationnelle en terme métier, nous constatons que les moyens humains ne sont pas à la hauteur, avec de véritables difficultés sur le traitement des dossiers ou de traitement des contentieux anciens en particulier. Là aussi la question des effectifs est cruciale et le directeur arbitre la pénurie, au détriment cette fois d'un service dont les bases ont pourtant des répercussions sur toute la chaîne de travail de la DGFIP.

**SGC et CDL.** Plusieurs nouveaux CDL vont être nommés sur les territoires ou les Trésoreries seront supprimées en 2023. Nous avons demandé un débat en CTL sur le bilan de l'activité des premiers CDL. Quant aux SGC, nous avons mis en avant le déficit charges/emplois qui se creuse, les sollicitations qui s'accroissent et partant, les difficultés croissantes à assurer les missions.

**Services de direction.** Nous avons rappelé l'importance pour le réseau et les missions des services de Direction et les difficultés rencontrés dans plusieurs Divisions. Nous avons également relayé les rapports humains dégradés ou les pratiques managériales inadaptées dans quelques (rares) services (de direction ou d'ailleurs). Le Directeur nous indique avoir conscience de ces situations. Faudrait-il qu'il agisse enfin plutôt que d'observer sans réaction les demandes de mutations et les arrêts-maladie.

**Toute l'équipe de *Solidaires Finances Publiques de Haute-Garonne* vous souhaite de bonnes vacances et vous donne rendez-vous à la rentrée, toujours plus fort·e-s et déterminé·e-s.**

